



LUMINIUM

CENTRE QUÉBÉCOIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'ALUMINIUM



TRANSAL 99 : UN GRAND SUCCÈS

468 congressistes ont pris part aux différentes activités du Congrès TransAl 99 qui avait lieu, rappelons-le, du 3 au 8 octobre 1999 à Jonquière, au Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Conséquence heureuse d'une collaboration de plusieurs années entre le CQRDA et le CTIF, cet événement d'envergure internationale a démontré que les deux organisations veulent contribuer à bâtir un pont qui mènera les différents acteurs de cette industrie vers le 21^e siècle.

Même s'il est actuellement difficile et quelque peu tôt pour quantifier, de manière officielle, les impacts économiques du congrès, une manifestation de cette nature n'est certes pas sans représenter des retombées éventuelles sur la conclusion, à court, moyen et long terme d'alliances technologiques ou commerciales ou la mise en commun de projets de RD. Quelques projets et accords de développement et de partenariat semblent d'ailleurs pointer à l'horizon et ce, suite à un réseautage positif qui s'est établi entre les délégués pendant les activités du congrès. L'événement, qui doit revenir aux trois ans, en alternance entre l'Europe et l'Amérique, devrait se tenir à Lyon en 2002, sous la responsabilité principale du CTIF.

Notons que le cédérom TransAl 99, incluant notamment les allocutions de tous les conférenciers invités, sera acheminé gratuitement à tous les participants du congrès à la fin du mois de janvier 2000. Celui-ci sera aussi disponible pour les gens n'ayant pu être présents à ce premier TransAl, moyennant quelques frais.

À ce propos, nous vous transmettons, ci-après, un extrait d'une des conférences que vous retrouverez sur le cédérom.

TRANSAL 99

Extrait de l'allocution de Monsieur Louis L. Roquet, président-directeur général, Investissement-Québec



L'aluminium : Un secteur en progression

« L'industrie de l'aluminium fait partie de secteurs clés qui nous permettent d'exporter hors de nos frontières au-delà de 50 % de toute notre production manufacturière ». C'est ce qu'a affirmé le président-directeur général d'Investissement-Québec, Louis L. Roquet, le 4 octobre dernier, à l'occasion d'un déjeuner-rencontre réunissant une cinquantaine d'industriels européens inscrits au Congrès TransAl 99.

Selon M. Roquet, le secteur de l'aluminium est un excellent exemple de la volonté de l'industrie québécoise de demeurer à l'affût des nouvelles technologies et de se positionner comme leader mondial. Seulement en 1998, le Québec a exporté pour 4,5 milliards \$ d'aluminium. De ce nombre, 80 % étaient destinés au marché américain. Toujours en 1998, les annonces d'investissements étrangers ont totalisé 7,4 milliards \$.

M. Roquet ajoutait que, depuis cinq ans, l'ensemble des exportations québécoises vers les États-Unis ont progressé de plus de 150 %. « Les produits de l'aluminium se classent au quatrième rang des exportations québécoises », notait-il.

Le P.D.G. d'Investissement-Québec dénombre 11 usines de production d'aluminium primaire au Québec dont les propriétaires sont A.P.A. (Alcan-Péchiney-Algroup), Alcoa (qui a acquis les intérêts d'Alumax et de Reynolds) et le consortium Alouette regroupant la Société générale de financement, Hoogovens, Austria Metal, Vaw Aluminium, Kobe Steel et Marubeni). Par ailleurs, il mentionnait également que c'est une somme de près de 600 millions \$ qui est investie chaque année et qui permet à 45 000 personnes de bénéficier d'un emploi grâce à l'industrie de l'aluminium. « Dans la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean, précise Louis L. Roquet, ça représente 20 % de la main-d'œuvre manufacturière. »

M. Roquet constate que bien que le Québec produise 11 % de la production mondiale d'aluminium primaire, elle n'en transforme que le cinquième. Cependant, il croit que les activités de recherche et de développement au Québec sont importantes. « À elle seule, Alcan y consacre plus de 50 millions de \$ annuellement ». En outre, l'ensemble de l'industrie peut bénéficier, entre autres, de l'expertise des spécialistes du Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium, du Centre de recherche industrielle du Québec, du Centre de recherche minérale du Québec, de l'Institut de génie matériaux ou des centres de recherche des universités.

Pour les promoteurs, « Le Québec représente l'endroit le plus avantageux en Amérique en termes de coûts d'investissement », a souligné M. Roquet. D'ailleurs, une étude publiée récemment par la firme KPMG compare les coûts d'affaires dans les principaux pays d'Amérique du Nord et d'Europe qui sont « significatifs » selon lui. L'étude indique que le Québec se classe au premier rang pour les coûts de la main-d'œuvre pour les employés techniciens et professionnels, les coûts de location d'espaces de terrains industriels et bureaux, les coûts de transport et les coûts d'électricité.

Du côté gouvernemental, Louis L. Roquet estime qu'il y a une forte volonté d'offrir les meilleures conditions afin de favoriser l'investissement. Le plus bel exemple est la création d'Investissement-Québec, la société dirigée par M. Roquet. Mise sur pied il y a un peu plus d'un an par le vice-premier ministre du Québec, Bernard Landry, Investissement-Québec a non seulement le mandat de promouvoir les nombreux avantages du Québec, mais il peut également agir en tant qu'institution financière, a-t-il expliqué aux délégués présents. Des programmes de garanties de prêt uniques et des avantages fiscaux reliés à la formation de la main d'œuvre et à la RD sont offerts aux futurs investisseurs. « Nous possédons une politique d'ouverture qui nous distingue » a-t-il conclu, en invitant chaleureusement les participants à rencontrer les membres du personnel d'Investissement-Québec dont le siège social est situé à Montréal.